

Gouvernement Couillard : le pire est-il à venir ?

André Vanasse

Numéro 158, été 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78064ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vanasse, A. (2015). Gouvernement Couillard : le pire est-il à venir ? *Lettres québécoises*, (158), 61–61.

Gouvernement Couillard : le pire est-il à venir ?

Quand j'ai entendu, en février dernier, un journaliste de ICI Radio-Canada rapporter qu'il n'était plus possible d'interviewer les députés et même les ministres sur des questions concernant la gestion de l'État à moins qu'ils n'aient reçu l'approbation du Conseil des ministres, je me suis dit que l'art de gouverner au Québec venait de prendre un drôle de virage. On a même créé le néologisme « Harperisation » pour décrire la gestion de l'État québécois !

Depuis qu'il a été élu, le 7 avril 2014, le premier ministre Couillard a rapidement énoncé ses priorités en ce qui concerne sa gestion : il veut atteindre le « déficit zéro » et il s'est dit prêt à tout pour y parvenir. Tous les secteurs sont touchés. La culture n'y échappe pas. Elle est même dans le collimateur du gouvernement libéral, certes pas en première place, mais tout de même incluse dans ce grand projet d'assainissement des finances. L'école, elle, qui est un pendant de la culture, est la première visée. On veut la restructurer en profondeur. Dans la foulée de cette décision, on a vu un certain Yves Bolduc — qui a démissionné 27 octobre dernier — clamer haut et fort qu'il n'aimait pas lire et que de couper le budget annuel consacré au livre était une mesure raisonnable dans la foulée du resserrement des dépenses de l'État. Il y a eu un tollé. Le ministre inculte a fait marche arrière. Même chose pour *Les petits débrouillards*, une revue d'origine québécoise fondée par Félix Maltais en 1978, vendue dans plusieurs pays et qui a fait l'unanimité. Par contre, le projet du grand théâtre Le Diamant sous la gouverne de Robert Lepage mourra sans doute au feuillet sans l'aide de l'État. À moins bien sûr qu'il n'y ait un retournement, comme cela semble être l'habitude. De fait, avant d'aller sous presse, nous apprenions que la ministre David débloquerait les 30 millions qui avaient été soustraits l'automne dernier. La valse des oui et des non se poursuit...

Les effets de l'équilibre budgétaire à tout prix

À n'en pas douter, le gouvernement croit qu'en coupant partout, il réussira à rétablir l'équilibre budgétaire. Certains économistes voient les choses tout autrement. Couper à outrance, et dans un délai nettement trop court pourrait signifier un ralentissement important de l'économie, la perte d'emplois provoquant des revenus moindres pour l'État en impôts sur le revenu et en taxes provinciales sur les biens et services, en sus des coûts en aide sociale, etc. En clair, il faut tenir compte des effets collatéraux des mises à pied. Ce n'est pas parce qu'on efface un poste que cela se traduit par un gain net. À combien s'élève une mise à pied ? Je n'ai aucun chiffre à ce sujet, mais le montant pourrait être suffisamment important pour être pris en charge dans le calcul des gains et pertes lorsqu'on procède à un redressement des finances. C'est faire preuve d'idé-

lisme que de croire que si on coupe un salaire de 50 000 \$, cela se traduira par un gain du même montant.

Je ne pense pas que le premier ministre Couillard soit à ce point naïf pour croire une telle chose. Et si c'était le cas, je suis sûr que son ministre des finances, Carlos J. Leitão, lui donnerait un cours de gestion d'État 101 pour lui enlever toute illusion de ce côté !

Le monde du livre en crise

L'annonce de coupes dans un secteur a souvent des effets pervers. Par exemple, la volonté de l'ex-ministre Bolduc de ne pas acheter de livres scolaires a eu pour conséquence de semer la crainte chez les gestionnaires des écoles qui ont repoussé la date de leurs achats de peur de n'être pas payés par l'État même si le ministre est revenu sur sa décision. Or, le monde du livre est en grande crise. Ses pertes pour 2014 s'élèveront à plus de 70 millions de dollars, c'est-à-dire près de 10 % de moins des ventes réalisées en 2013. Nous le saurons bientôt. Nous ne disposons actuellement que des chiffres des ventes de janvier à octobre, mais tout laisse croire qu'il n'y aura pas de remontée pour les deux derniers mois. Certes, la décision de ne pas acheter de livres dans les écoles compte pour peu, mais il est clair qu'elle a fait grimper le déficit annuel de 2014.



PHILIPPE COUILLARD

Il y a pire : à l'automne 2014, La courte échelle déclarait faillite. La courte échelle, on le sait, a été rachetée, mais il s'agit tout de même d'une faillite de quatre millions. Or, comme cela se passe toujours dans les faillites, les nouveaux acquéreurs n'ont payé qu'une fraction de la dette. En février 2015, la maison Fides a dû couper trois postes, dont deux dédiés à la direction littéraire, à la suite de la diminution de ses ventes de 20 %. Ce chiffre est énorme. Il illustre de façon éclatante qu'une mutation est en train de se produire dans le monde du livre.

D'autres maisons sont-elles sur la brèche ? Difficile de le dire. Par contre, il suffit de parler avec les éditeurs pour comprendre que les temps sont particulièrement difficiles depuis quelques années.

Perturbations sociales

Quand on prend la décision de sabrer les dépenses dans un secteur, il faut en évaluer les conséquences. Or le monde de l'éducation est sur les dents, les professeurs autant que les étudiants. Chacun de son côté a décidé de prendre les choses en main et de riposter à ce qu'il considère être de l'arrogance de la part du gouvernement.

Cela se traduit par des manifestations incessantes, des commerces fermés et même saccagés. Les perturbations sociales se soldent par des commerces pillés, des vitrines brisées, des dommages aux autos, etc. Ce vandalisme est, la plupart du temps, le fait de casseurs qui s'immiscent parmi les manifestants et en profitent pour semer la pagaille. Et alors, la tension monte, les policiers perdent patience et frappent à qui mieux mieux. C'est la colère chez les manifestants pacifistes qui sont la majorité, mais qui doivent souvent subir les sévices destinés aux fauteurs de troubles.

Cela se solde la plupart du temps par un braquage, chacun des groupes en cause, les policiers et les étudiants, accusant l'autre d'avoir fomenté le dérapage. Qu'importe qui est le coupable, le prix à payer engendre des dépenses qui dépassent le million de dollars voire infiniment plus pour peu que le conflit perdure.

En clair, une décision politique peut, sur papier, paraître parfaitement rentable, mais si on n'en évalue pas les conséquences indirectes, elle pourrait produire des contre-effets tout aussi dommageables. Tout gouvernement doit pouvoir évaluer le pour et le contre des actions qu'il entreprend et s'assurer qu'elles sont absolument nécessaires.